

Le 5 décembre, Gabriel Attal a annoncé des mesures pour la rentrée 2024, puis 2025. Ces mesures dites « choc des savoirs » sont violentes pour les élèves et pour les personnels : elles attaquent la promesse d'une transformation sociale, le principe de l'égalité du collège pour tous et toutes ainsi que la démocratisation scolaire.

Une contre-réforme électoraliste

Après des années de contre-réformes et de coupes budgétaires contre le service public d'enseignement, il est évident que celui-ci ne peut qu'être fragilisé. Ce sont les politiques libérales qui sont évaluées par les tests divers et variés et qui montrent leur échec. Gabriel Attal choisit donc de détruire davantage l'école. **Derrière ces mesures dites « Choc des savoirs », ce sont des suppressions d'heures et de postes qui sont à venir** comme les précédentes réformes. Il est aussi à prévoir une uniformisation des pratiques, une perte de la liberté pédagogique. Cette contre-réforme du collège d'Attal, à rebours des besoins actuels de l'école publique, **est un signal électoraliste pour séduire la droite et l'extrême-droite qui saluent d'ores et déjà ce projet réactionnaire, proche du leur.**

ATTAQUE CONTRE L'ÉCOLE ÉGALITAIRE **COLLÈGE A DEUX VITESSES** **CASSE DU LYCÉE PROFESSIONNEL** **STANDARDISATION POUR LE PRIMAIRE** **CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES**

ÉCOLE D'ATTAL : **ÉCOLE DU TRI SOCIAL !**

<https://educ.cnt-so.org/>



Une attaque contre l'école égalitaire

Ce qu'impose le ministre ne correspond pas du tout aux besoins du collège pour tous et toutes (ni du lycée général du lycée professionnel et de l'école primaire concernés au dernier moment). La mesure phare du ministre sont les groupes de niveaux dits « flexibles » en français et en mathématiques tout au long du collège. Il ne s'agit pas de groupes de remédiation mais de remise en cause du groupe-classe. Déjà expérimenté au lycée de façon catastrophique, **l'éclatement du groupe-classe augmente la solitude des enseignant.es qui n'auront plus d'équipe pédagogique et accentue aussi celle des élèves, sans groupe classe de référence. Ces groupes**

de niveaux accentueront les inégalités scolaires et le déterminisme social, comme largement démontré dans les recherches et études officielles. Ces groupes de niveaux ne marchent pas et on le sait ! **En effet les groupes de niveaux découragent les plus faibles et déclenche la compétition mortifère pour les « bons » élèves en accentuant la pression.** Au lycée la disparition du groupe-classe a montré sa maltraitance envers élèves et enseignant·es.

Il n'y a aucun lieu de se réjouir de ces mesures du « Choc des savoirs » : ces mesures sont un mépris pour les élèves les plus éloignés de la scolarité par leur milieu social, et rejettent encore davantage les classes populaires vers leur assignation sociale. Comme les parcours seront individualisés, les compétences sociales évaluées, chacun et chacune sera cruellement responsable de sa réussite ou de son échec.

Et pour en rajouter à l'échec de la réforme du lycée par Blanquer, le ministre Attal veut créer une épreuve anticipée de mathématiques en première, ce qui supprimera des heures en terminales et stressera encore davantage les élèves et enseignant·es. Le ministre fait des effets d'annonce démagogiques comme les manuels labellisés supposément garants de qualité ou la remise en cause du correctif académique, mis en place par Blanquer lui-même pour le bac, ce qui ne changera pas la nécessaire harmonisation pour le bac et le brevet.

Le choc du mépris

Ces mesures sont méprisantes car elles laissent à penser, par la formule « le choc des savoirs », que jusqu'à présent, les programmes n'étaient pas exigeants. **De bout en bout ce sont des mesures autoritaires et rétrogrades** : les langues vivantes et leur enseignement sont décriées par le ministre et sont par exemple soumises à des contraintes de contenus rigides, tout comme les mathématiques avec la méthode dite « Singapour », pays renommé pour la pression scolaire et sociale sur ses élèves qui pousse certain·es au suicide. L'école primaire serait aussi assujettie à des manuels standardisés et aseptisés. Les mathématiques et les fractions enseignées encore plus tôt, mettront en difficulté les élèves et les personnels enseignants.

Des conditions de travail dégradées, un collège abimé

Les groupes de niveaux, tels que prévus par le ministre rappelle les classes de niveaux d'avant 1975 et vont se heurter à la réalité de terrain : **Il est certain que ces groupes se feront à moyens constants, seront rigides et figés. Il sera trop compliqué de faire passer les élèves d'un groupe à l'autre. C'est méconnaître le fonctionnement d'un établissement scolaire. Il risque de plus d'y avoir un repliement des heures postes.** Le ministre décrète créer des milliers de postes...or il en supprime par ailleurs 2000, et les concours ne recrutent plus. Les heures nécessaires à plus de groupes seront prises sur la marge horaire de l'établissement aux autres disciplines comme les sciences, les langues, la technologie. Des matières deviendront optionnelles pour les élèves en difficulté qui feraient davantage de français et de mathématiques, sabrant la culture générale et polytechnique nécessaires à tous et toutes. Des heures en arts plastiques, éducation musicale, EPS seraient alors supprimées. Toutes les matières seront en fait impactées. **Le collège se trouverait désorganisé et les personnels mis en concurrence** car les groupes de niveaux et les marges horaires vont être des enjeux de pouvoir dans les équipes et pour les directions. Ces dernières vont se retrouver avec des emplois du temps infaisables comme au lycée.

Le collège à deux vitesses pour une société à deux vitesses

Un groupe-classe pour bien fonctionner doit être hétérogène avec une émulation entre élèves qui est essentielle et une mixité sociale garante de tolérance. Or le collège sera au rabais pour certain·es et c'est scandaleux de réduire le collège aux fondamentaux pour les élèves les

plus en difficulté : va-t-on vers un retour au certificat d'études avec une sortie du système scolaire à 14-15 ans ? Certaines mesures en appellent pourtant supposément à la modernité comme le recours à l'intelligence artificielle or, c'est un blanc-seing donné aux entreprises et lobbies privés. **C'est également une honte que le ministre estime que l'IA puisse servir de remédiation**, c'est leurrer les élèves et leur famille et c'est cautionner l'idée que des professeurs puissent être remplacés par des algorithmes. Et quid de la santé des élèves, toujours plus exposés aux écrans ?

Les parents risquent de déchanter quand leur enfant ne sera pas dans le groupe de niveau escompté et seront tentés d'influencer les enseignants ou les directions. **Ce système laissera de côté les parents et leurs enfants peu en connivence avec le système scolaire.**

Le décrochage institutionnalisé et des classes ghetto

Le brevet deviendrait une condition pour passer au lycée, ce qui pose question de la place dans les classes pour les redoublant.es l'année suivante, ou de classes prépa lycée qui seraient créées en lycée pour 10 à 20 % des élèves de 3ème, **sans parler du risque de décrochage. Est-ce à dire que c'est un calcul cynique du ministre de laisser de côté sciemment des jeunes ?** La logique répressive poussera ensuite l'Etat à stigmatiser et punir ces familles de décrocheurs et décrocheuses, famille souvent monoparentale d'ailleurs. Le redoublement n'arrangera rien et cette mesure a largement montré son échec. En tout cas cela n'apaisera en rien un climat social déjà tendu et dégradé. De même l'inclusion tant vantée par Blanquer prend l'eau et devient un projet d'exclusion avec Attal. On peut se demander s'il n'y aura pas des groupes de niveaux profilés » élèves en situation de handicap »... sans AESH puisque supposément en petits effectifs. De toutes façon, il y aura des classes « ghetto » et une relégation sociale qui accentuera les discriminations et tous les stéréotypes qui les nourrissent. **Ce projet est inégalitaire et violent.**

Gabriel Attal poursuit la casse du lycée professionnel

Au niveau du lycée professionnel, le « choc des savoirs » c'est moins d'enseignements et moins d'école pour les élèves. C'est plutôt « le choc de moins de savoirs » ! Au programme, c'est une année de terminale Bac Pro complètement désorganisée, avec des parcours différenciés, une augmentation artificielle des cours, car l'année s'effectuera sur 22 semaines et non plus 26. Le français et les mathématiques seraient enseignés en groupes à effectifs réduits, mais à moyens constants évidemment. **Les personnels de la voie professionnelle seront d'ailleurs en grève le 12 décembre pour dénoncer ces dernières mesures, et de manière générale l'ensemble des attaques contre la voie professionnelle** (menace sur le statut, soumission aux intérêts du patronat, menace sur certaines filières... voir notre appel sur notre site).

Un projet d'école du tri scolaire et social à combattre

Il n'y a aucun lieu de se réjouir de ces mesures du « Choc des savoirs » : ces mesures sont un mépris pour les élèves les plus éloignés de la scolarité par leur milieu social, pour rejeter encore davantage les classes populaires vers leur assignation sociale. Comme les parcours seront individualisés, chacun et chacune sera responsable de sa réussite ou de son échec.

Nos élèves et les personnels d'enseignement ont besoin de mieux, de plus mais surtout d'une école où les personnels sont revalorisés et où les usager·ères sont considérés. C'est une école du tri et de la sélection qui se dessine là, une école sélective, l'école d'Attal c'est l'école du capital.

Prenons en main notre outil de travail et refusons de nous laisser imposer ces mesures anti-

pédagogiques, méprisantes et autoritaires !

Refusons la casse du collège pour toutes et tous, refusons la casse du lycée professionnel, refusons la mise au pas. **Mobilisons-nous pour un plan d'urgence pour l'école et construisons un mouvement massif et unitaire de grève.**

Opposons au projet Attal « le choc de la lutte » !